ARRÊTÉ

**PORTANT DÉSIGNATION DE M/MME …………**

**AUX FONCTIONS DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E) DE MAIRIE D’UNE COMMUNE DE MOINS DE 3 5000 HABITANTS**

**Le Maire de ………,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 2122-19-1,

**VU** la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie,

**VU** le décret n°................. du .................. portant statut particulier du cadre d’emplois des ............................................,

**VU** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

# **VU** le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale.

**VU** la délibération du conseil municipal en date du …………portant création du poste de………… à temps complet OU à temps non complet …/35H,

**VU** la dernière situation administrative de M/Mme ………………………………………… au grade de ………………, échelon ….…, avec une ancienneté de ……………… à compter du ………………..,

**VU** l’arrêté en date du … portant attribution de la NBI …….

**Considérant** que M/Mme ....................... exerce les fonctions de secrétaire général(e) de mairie,

**Considérant** la strate démographique de la commune qui compte moins de 3500 habitants

**Considérant** qu’il n’existe aucun agent occupant les fonctions de Directeur Général des Services au sein de la collectivité (emploi fonctionnel),

**ARRÊTE**

ARTICLE 1ER

M/Mme. …………. grade ………….. est désigné(e) à compter du 1er janvier 2024 comme étant en charge des fonctions de secrétaire général(e) de mairie à temps complet OU à temps non complet ……/35H.

ARTICLE 2 °

Le (La) Secrétaire général(e) de Mairie et le comptable sont chargés chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

La Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :